

Cote du document: EB 2009/96/INF.3
Date: 8 avril 2009
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

**Dons 2008 au titre des guichets
mondial/régional et de pays
spécifiques approuvés par le
Président**

Conseil d'administration — Quatre-vingt-seizième session
Rome, 29-30 avril 2009

Pour: **Information**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après.

Shantanu Mathur

Responsable de la coordination des dons

téléphone: +39 06 5459 2515

courriel: s.mathur@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39-06-5459-2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Dons 2008 au titre des guichets mondial/régional et de pays spécifiques approuvés par le Président

1. À sa quatre-vingtième session tenue en décembre 2003, le Conseil d'administration a autorisé le Président à approuver des dons au nom du Conseil, dans la limite de l'équivalent de 200 000 USD pour chaque proposition, en le priant de lui rendre compte annuellement de l'usage fait de cette autorisation.
2. On trouvera ci-joint la description des 36 dons approuvés en vertu de ces dispositions en 2008, jusqu'au 31 décembre compris. Ces dons sont présentés et décrits par division. Ils ont été soumis aux critères énoncés dans la politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons, approuvée en décembre 2003 (EB 2003/80/R.5/Rev.2 et EB 2003/80/C.R.P.1).

<i>Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
Division de la communication (EC)	Promotion d'approches et de solutions innovantes à l'impact du changement climatique sur les peuples autochtones de la région Asie et Pacifique	Forum asiatique des parlementaires pour la population et le développement	100 000	Le but est de réunir les décideurs politiques, les personnes qui influencent les décisions et les représentants des peuples autochtones d'Asie et du Pacifique pour mettre en commun les savoirs relatifs à l'impact qu'a le changement climatique sur la pauvreté rurale et promouvoir des approches et des solutions innovantes. Les objectifs sont: a) de permettre aux parlementaires et médias d'Asie d'apprendre comment les peuples autochtones font face au changement climatique; b) de sensibiliser l'opinion, de promouvoir le débat et la concertation, et de créer des partenariats capables de contribuer à réduire la pauvreté rurale; et c) de recueillir des témoignages et de communiquer à un large public régional et mondial, par la voie des médias, des informations sur l'impact du changement climatique.
Division des politiques (EO)	Forum de la société civile organisé en marge de la Conférence de haut niveau de la FAO sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies	Centro Internazionale Crocevia (CIC)	200 000	Le don a permis à des organisations qui représentent les intérêts des producteurs ruraux pauvres de participer à la Conférence de haut niveau de la FAO sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies. Les objectifs étaient: a) de permettre à des organisations qui représentent les intérêts des ruraux pauvres (petits exploitants, paysans sans-terres, peuples autochtones, pêcheurs, femmes, pasteurs, etc.) d'analyser et de mieux comprendre i) le changement climatique, l'augmentation des prix alimentaires et la production d'énergie agricole ainsi que leur impact régional sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des ruraux pauvres; ii) le rôle des divers acteurs – institutions publiques, secteur privé, organisations de citoyens et organismes de développement – dans l'apparition de ces phénomènes et dans la recherche de réponses efficaces à ces derniers; et iii) la contribution qu'apporte l'agriculture paysanne à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de celui-ci; b) de permettre aux organisations paysannes et de producteurs ruraux pauvres ainsi qu'à la société civile de définir une position commune propre à influencer les délibérations de la Conférence de haut niveau. Le Forum a adopté une déclaration, lue à la séance finale de la Conférence; et c) d'élaborer un plan prévoyant l'instauration d'un dialogue avec les gouvernements et des institutions multilatérales telles que la FAO et le FIDA, y compris, éventuellement, le suivi de la Conférence.

<i>Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
EO	Appui au Secrétariat de la FAO pour l'organisation de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies, Rome, 3-5 juillet 2008	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	200 000	Le don a aidé la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies à créer une plate-forme de dialogue visant à garantir la sécurité alimentaire et à réduire la pauvreté face au changement climatique et à l'insécurité énergétique. En permettant à des représentants de pays en développement d'y participer et de débattre avec des institutions des Nations Unies, la société civile, des spécialistes, des universitaires et des représentants du secteur privé, il a contribué: a) à consolider les savoirs relatifs au changement climatique et aux bioénergies ainsi qu'à leur impact sur la sécurité alimentaire en reliant les expériences locales par un dialogue mondial associant pays en développement, société civile et spécialistes; b) à créer une plate-forme durable de dialogue et de partage des données d'expérience sur le changement climatique et sur les bioénergies; c) à intensifier la coopération internationale et le partenariat sur la base des meilleures politiques, pratiques et leçons apprises; et d) à diffuser les recommandations issues de réunions et de consultations d'experts ainsi que de consultations et de débats régionaux menés pendant la Conférence.
EO	Appui au projet de la Banque mondiale intitulé "Migrations, envois de fonds et développement en Afrique"	Banque mondiale	200 000	Le but est de produire, au profit des pauvres, des données et des savoirs sur les migrations qui ont lieu en Afrique subsaharienne et de déterminer, en particulier, l'impact qu'elles ont sur le développement rural. Les objectifs sont: a) de mieux faire comprendre les migrations et les envois de fonds en Afrique subsaharienne, y compris leur ampleur, leurs causes, leur évolution et leur impact sur la réduction de la pauvreté, en vue de produire des recommandations éclairées; b) de mieux faire connaître les problèmes et les contraintes que les ménages ruraux et urbains rencontrent en ce qui concerne le coût des fonds reçus et l'accès aux mécanismes de virement officiels, ainsi que les activités que la diaspora finance dans des zones rurales et urbaines d'Afrique subsaharienne; et c) d'améliorer l'aptitude des responsables politiques, des chercheurs, des institutions financières et des organismes donateurs d'Afrique à y accroître l'impact des envois de fonds sur le développement. Le don bénéficiera aux communautés rurales et urbaines d'Afrique subsaharienne concernées par les migrations.

<i>Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
EO	Conférence sur la jeunesse rurale, Ouganda 2008 – Une vie meilleure pour les jeunes ruraux	Mouvement international de la jeunesse agricole et rurale catholique (MIJARC)	200 000	Le but était d'accroître l'aptitude des jeunes ruraux et de leurs organisations à améliorer leur subsistance et à créer, sur le plan politique, les conditions de cette amélioration. Les objectifs étaient: a) d'aider les jeunes ruraux à s'organiser, à se former et à accroître leur aptitude à créer des emplois dans les zones rurales et dans l'agriculture; et b) d'aider les jeunes ruraux pauvres à mettre en œuvre et à formuler des recommandations claires qui créent un environnement favorable et incitent les jeunes à travailler dans l'agriculture. Étaient visés les jeunes ruraux des organisations membres et partenaires du MIJARC dans les pays suivants: Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Chili, République démocratique du Congo, Guatemala, Haïti, Inde, Côte d'Ivoire, Kenya, Madagascar, Mali, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Pérou, Philippines, République du Congo, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sri Lanka, Thaïlande, Togo, Ouganda et Zambie.
EO	Renforcement des capacités au niveau local pour une meilleure diffusion et mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones	Secrétariat de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones	200 000	Le but est de contribuer à améliorer les conditions de vie des peuples autochtones au niveau des pays en renforçant les capacités et en sensibilisant les organismes publics, les organisations de peuples autochtones, les fonctionnaires du système des Nations Unies et les fonctionnaires locaux aux problèmes de ces peuples. Les objectifs sont: a) d'aider à diffuser, promouvoir et mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones en formant ces organismes publics, organisations de peuples autochtones, fonctionnaires du système des Nations Unies et fonctionnaires locaux au niveau des pays; et b) d'aider à diffuser, promouvoir et mettre en œuvre les directives du Groupe des Nations Unies pour le développement relatives aux peuples autochtones.
EO	Renforcement des capacités des dirigeants et dirigeantes d'organisations paysannes d'Amérique latine	Association nationale de la jeunesse rurale (TERRA LIVRE)	124 000	Le but est de faire en sorte que les petits exploitants et producteurs ruraux (hommes et femmes) améliorent leur qualité de vie en participant à la formulation des politiques et à leur mise en œuvre. Les objectifs sont: a) d'accroître l'aptitude des ruraux pauvres et de leurs organisations à analyser les problèmes et à participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques aux niveaux national, régional et international; b) d'accroître l'aptitude des dirigeants femmes et jeunes à participer à l'élaboration des politiques auxquelles leurs organisations contribuent; et c) d'accroître l'aptitude des organisations rurales à mettre sur pied, pour leurs membres, des formations à l'analyse et à la négociation de politiques.

<i>Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
EO	Renforcement des capacités des organisations de petits pêcheurs et exploitants piscicoles	Forum mondial des peuples de pêcheurs	50 000	Le but était de renforcer les capacités de communication et de promotion ainsi que la visibilité d'une organisation clé de petits pêcheurs par une participation active à une conférence mondiale spécialisée. Les objectifs étaient: a) de faire entendre, de la part du Forum mondial des peuples de pêcheurs, une voix unique et informée auprès d'un large public d'acteurs partageant la même vision et de responsables politiques influents de la pêche et de l'aquaculture pour promouvoir les objectifs des organisations de petits pêcheurs (droits d'accès équitables, pêche viable, revenus décents des activités d'aval, en particulier pour les femmes, protection des droits humains, etc.); et b) d'illustrer la diversité et l'efficacité des méthodes durables de pêche artisanale mises au point par les pêcheurs dans différents contextes géographiques afin d'encourager leur continuation et de souligner, à cet effet, la nécessité de mettre en place des interventions politiques et un cadre institutionnel favorable à leur maintien. Étaient visés les membres du Forum mondial des peuples de pêcheurs vivant en Afrique du Sud, au Bangladesh, au Bénin, au Ghana, en Guadeloupe, en Guinée, au Honduras, en Inde, en Indonésie, au Kenya, en Malaisie, au Mali, en Martinique, en Mauritanie, au Népal, en Ouganda, au Pakistan, aux Philippines, au Sénégal, en Sierra Leone, au Sri Lanka, en Thaïlande, ainsi que les communautés de pêcheurs autochtones du Canada, de France et d'Espagne.
EO	Renforcement des capacités institutionnelles et des moyens d'analyse du Conseil général du développement agricole (CGDA) au Maroc	Conseil général du développement agricole	50 000	Le but est de promouvoir, au profit des pauvres, l'élaboration et l'étude de politiques dans le cadre du nouveau Programme d'options stratégiques relatif au Maroc. Les objectifs sont: a) d'influencer les programmes nationaux de recherche pour produire des techniques et des données adaptées aux besoins de l'agriculture paysanne; et b) d'améliorer les capacités du bénéficiaire du don en matière de consultation et d'analyse et de l'aider à s'acquitter efficacement de son mandat en l'aidant à mettre sur pied une plate-forme qui permette d'associer les décideurs nationaux et régionaux à une concertation favorable aux ruraux pauvres. Le don vise à aider les petits exploitants et les pasteurs, les paysans sans terres, les salariés et les femmes rurales, ainsi que les décideurs, les associations paysannes et les structures publiques décentralisées du Maroc. Il est complété par un don de la division PN décrit plus loin.

<i>Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
EO	Sommet régional asiatique sur le changement climatique et les peuples autochtones	Centre international des peuples autochtones pour l'éducation et la recherche sur les politiques (Fondation Tebtebba)	25 000	Le but est de faire en sorte que les intérêts des peuples autochtones soient pris en compte dans les négociations de l'après-Kyoto sur le changement climatique. Les objectifs sont: a) d'étudier et de documenter les procédures d'atténuation et d'adaptation mises en œuvre localement par les peuples autochtones d'Asie; b) de créer une plate-forme de dialogue qui permette aux peuples autochtones d'Asie de réaliser leur objectif commun, qui est d'accroître leur visibilité et leur influence sur les négociations de l'après-Kyoto relatives au changement climatique; c) de permettre aux représentants de certaines organisations autochtones d'Asie de participer au Sommet régional asiatique sur le changement climatique et les peuples autochtones; et d) de permettre aux participants de mieux comprendre les questions traitées à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de façon à pouvoir arrêter des positions communes ainsi qu'une stratégie d'influence sur ce thème aux niveaux national et mondial. Les participants au Sommet régional seront originaires des pays suivants: Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Myanmar, Népal, Philippines, République démocratique lao, Thaïlande et Vietnam.
Afrique de l'Ouest et du Centre (PA)	Partenariat public-privé pour la production des céréales et des oléagineux (Ghana)	ACDI/VOCA	200 000	Le but est de stimuler de façon accélérée la production face à l'augmentation des prix des produits alimentaires en profitant de la prochaine campagne agricole. Le don aidera à ajuster la mise en place de filières utiles aux pauvres en créant, avec des organisations paysannes de zones rurales plus ou moins avancées du pays, des partenariats public-privé qui profiteront directement aux ruraux pauvres. Les objectifs sont: a) de concevoir des partenariats qui permettent aux organisations paysannes de s'intégrer dans des filières rémunératrices et ouvertes à tous; b) d'améliorer la performance de ces filières par des systèmes d'appui (fourniture d'intrants, production de semences, commercialisation et transformation); et c) d'appliquer les enseignements tirés à d'autres projets et programmes de développement.
PA	La plateforme rurale: appui au développement rural et à la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)	200 000	Le but est de promouvoir, en Afrique de l'Ouest et du Centre, des politiques de développement agricole et rural plus efficaces et n'excluant personne. Les objectifs sont: a) d'aider les responsables de l'administration, les exploitants et les représentants de la société civile à élaborer des politiques de développement agricole et rural; et b) de doter les principaux acteurs régionaux du secteur de capacités solides et durables d'analyse et de concertation. Les ruraux pauvres bénéficieront: a) de politiques de développement agricole et rural qui leur sont favorables; b) de la participation de leurs organisations aux activités de concertation et d'élaboration de politiques; et c) du renforcement des capacités de concertation, d'élaboration de stratégies et de conception de programmes.

<i>Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
Afrique orientale et australe (PF) / PA	Fonds de développement des entreprises en Afrique (AECF)	Alliance pour une révolution verte en Afrique	200 000	L'AECF promeut, en Afrique, une croissance en faveur des pauvres qui développe l'emploi, améliore les moyens d'existence et les revenus et réduit la pauvreté. Elle incite les entrepreneurs à innover et à trouver des moyens rentables d'améliorer l'accès aux marchés et leur fonctionnement pour les pauvres, en particulier en milieu rural. Ses principaux objectifs sont: a) de créer, en matière de financement, un mécanisme administratif et décisionnaire robuste et souple qui permette d'allouer à des entreprises privées des dons et des prêts à forfait qui les aident à mettre en œuvre des projets commercialement viables à fort impact social. Ce mécanisme permettra de financer des projets dans plusieurs régions d'Afrique dans le cadre d'une procédure ouverte, concurrentielle et transparente à plusieurs cycles et à guichets de financement ciblés; b) de démontrer la viabilité commerciale de nouveaux modèles et techniques de gestion à des services agro-industriels et financiers bénéficiant directement aux Africains pauvres; et c) de susciter, au profit des pauvres, un changement systémique (qui dépasse le cadre du projet) de la façon dont les marchés fonctionnent. Le projet vise, en tant que producteurs, travailleurs et consommateurs potentiels, les ruraux pauvres d'Afrique.
PF / PA	Mécanisme africain de financement du développement des engrais (MAFDE)	Banque africaine de développement	200 000	Le MAFDE aide les agriculteurs africains, en particulier les paysans, à accroître leur rendement et leur production alimentaire pour réduire la faim et combattre la pauvreté. En finançant le Mécanisme, le FIDA vise à faciliter la réalisation de cet objectif tout en acquérant les moyens de faire en sorte que les ruraux pauvres aient davantage accès aux engrais. Les objectifs sont: a) d'aider à mettre en place des structures régionales d'achat et de distribution d'engrais; b) de créer une capacité de production d'engrais en Afrique; et c) d'élaborer des politiques qui facilitent, en Afrique, l'accès des paysans aux engrais.
Asie et Pacifique (PI)	Effets des biocarburants sur le développement agricole, la sécurité alimentaire, la pauvreté et l'environnement (Indonésie)	Centre international de finance et d'économie appliquées, Université agricole de Bogor (InterCAFE-IPB)	199 500	Le but est d'aider les responsables indonésiens et d'autres acteurs à élaborer un ensemble cohérent de politiques de développement des biocarburants en se fondant sur une évaluation systématique et rigoureuse de leurs effets sur la sécurité alimentaire, la pauvreté et l'environnement dans le contexte politique et économique du pays. Les objectifs sont: a) d'analyser l'impact du développement des biocarburants sur les revenus, l'emploi et la consommation des ruraux pauvres ainsi que sur l'environnement; b) d'analyser l'impact qu'aurait un changement des cours mondiaux des produits de base dû à la promotion des biocarburants par de grandes économies; c) de constituer un groupe d'étude et de conseil qui pourrait faire des propositions en matière d'agriculture et de développement rural; e) de créer une base de données qui aiderait à mettre au point un modèle de développement des biocarburants; et d) d'étudier l'impact que ce développement pourrait avoir, dans le cadre de scénarios plausibles, sur le progrès politique et technologique, y compris la commercialisation d'autres matières premières et l'adoption d'autres types de biocarburant.

<i>Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
PI	Renforcement des compétences de marché au profit des pauvres (Viet Nam)	Comité populaire de la province de Ben Tre	200 000	Le but est de valider l'impact qu'aurait, sur la réduction de la pauvreté dans la province de Ben Tre (Viet Nam), la création de chaînes de valeur avec le secteur privé. L'objectif est de tirer des enseignements de projets et de faire de Ben Tre une province pilote en y attirant des investissements privés et en y conjuguant tous les investissements au profit des pauvres. Des efforts ciblés seront faits pour capter les savoirs autour de thèmes stratégiques afin d'associer les ruraux pauvres aux nouveaux débouchés et de transmettre les enseignements tirés aux acteurs clés. Sont visés trois principaux groupes cibles: a) le personnel des projets que l'État et le FIDA financent dans les provinces, les districts et les communes; b) la société civile (Union des femmes, organisations paysannes, Union des jeunes et groupes d'intérêt commun); et c) le secteur privé (investisseurs, petites et moyennes entreprises, associations commerciales, entreprises familiales, coopératives, organisations de producteurs et autres membres de chaînes de valeur).
PI	Réduction des risques de contamination des pauvres par l'arsenic (Bangladesh)	Institut international de recherche sur le riz (IIRR)	200 000	Le but est de réduire, au Bangladesh, les dommages que la contamination du riz et du bétail par l'arsenic cause ou risque de causer à l'homme et à l'agriculture. L'objectif est d'obtenir, sur trois sites, des informations sur l'ampleur et la nature de la contamination et de rechercher de possibles moyens d'atténuation. Sont visés par le projet les paysans pauvres et marginaux et les consommateurs pauvres de riz, de lait et de viande du pays.
PI	Renforcement des institutions locales dans le district de Dir (Pakistan)	Sarhad Rural Support Programme	200 000	Le but est de renforcer le cadre institutionnel créé par le projet d'appui à la région de Dir, que le FIDA finance par un prêt pour aider à poursuivre le développement à long terme des communautés de cette région. Les objectifs sont: a) de renforcer, sur les plans de l'appui technique et de la gestion, l'aptitude de l'organisme faitier à accroître la viabilité des organisations villageoises et féminines et autres groupements et à reproduire les meilleures pratiques de développement; b) de promouvoir des politiques et de créer des liens qui améliorent le fonctionnement de l'organisme faitier entre les acteurs locaux et les institutions publiques et privées; et c) de mettre en place, pour créer, en amont et en aval, des liens entre les différents niveaux de l'organisme faitier et ses partenaires villageois, des systèmes et des procédures transparents.

<i>Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
PI	Effets des biocarburants sur le développement agricole, la sécurité alimentaire, la pauvreté et l'environnement (Philippines)	Centre régional de l'Asie du Sud-Est pour les hautes études et la recherche en agriculture (SEARCA)	200 000	Le but est d'aider à élaborer des politiques appropriées de développement des biocarburants sur la base d'une évaluation scientifique et rigoureuse de leurs effets sur l'économie philippine, notamment pour ce qui est des objectifs de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté. Les objectifs sont: a) de constituer une base de données nationale pour le modèle biocarburants et les informations complémentaires sur les autres matières premières, les chaînes d'approvisionnement, les ressources foncières et hydriques, etc.; b) de comparer, par rapport à d'autres matières premières, l'impact des biocarburants sur l'économie, les secteurs clés, le revenu et la consommation des ménages, et l'affectation de ressources telles que la main-d'œuvre, la terre et l'eau; et c) de recommander, pour la mise en œuvre d'un développement utile aux pauvres et écologiquement durable des biocarburants, des politiques qui tiennent compte des techniques de production et des objectifs de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté que vise le pays.
PI	Effets des biocarburants sur le développement agricole, la sécurité alimentaire, la pauvreté et l'environnement (Chine)	Center for Chinese Agricultural Policy (CCAP)	200 000	Le but est d'aider les responsables chinois et d'autres acteurs à élaborer un ensemble cohérent de politiques de développement des biocarburants en se fondant sur une évaluation systématique et rigoureuse de leurs effets sur la sécurité alimentaire, la pauvreté et l'environnement. Les objectifs, pour ce qui est de l'effet de la production internationale de biocarburants sur l'économie chinoise, sont: a) de déterminer l'impact qu'aurait, sur le cours des produits de base, tout changement opéré par certains des principaux producteurs mondiaux de biocarburants; b) d'étudier les changements qu'induirait, dans le commerce agricole international de la Chine, le développement des biocarburants dans le monde; et c) d'étudier l'incidence qu'aurait, sur le niveau de vie des producteurs et des consommateurs chinois, une augmentation de la production de pays tels que les États-Unis et le Brésil. En ce qui concerne l'incidence et la politique du secteur chinois des biocarburants, les objectifs sont: a) d'étudier les options, y compris les techniques de première et seconde générations que la Chine maîtrise pour atteindre ses ambitieux objectifs de production de biocarburants; b) d'analyser les avantages et le coût de différentes matières premières; c) d'évaluer l'impact qu'auraient les subventions et les autres incitations accordées par la Chine sur le développement de ce secteur dans le pays; d) de déterminer si ces importantes subventions poseraient un problème pour les négociations de l'OMC; et e) de déterminer si la Chine modifiera sa politique de subventionnement à l'avenir. Le don aidera également à étudier l'impact de la stratégie chinoise d'investissement dans les biocarburants sur ses voisins d'Asie du Sud-Est, celui produit si la Chine se mettait à investir directement dans ces pays, et celui que cette politique aurait dans d'autres pays d'Asie en termes de développement technologique et d'investissement dans la réduction de la pauvreté.

<i>Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
PI	Table ronde de la FAO sur l'OMC et les accords et arrangements commerciaux régionaux à l'intention des États insulaires du Pacifique	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	150 000	Ces réunions (2008-2009) ont pour but de mieux faire connaître et comprendre les conventions, dispositions et négociations commerciales multilatérales et régionales relatives à l'agriculture et à la pêche dans les États insulaires du Pacifique afin de les aider à élaborer et à mettre en œuvre des politiques informées et appropriées de développement rural durable et de sécurité alimentaire, réduisant ainsi la pauvreté et améliorant la situation socioéconomique de la région du Pacifique. Les objectifs sont: a) d'aider, en leur en donnant les moyens, les professionnels de l'agriculture, de la pêche et du commerce à faciliter le travail des négociateurs nationaux et régionaux et à élaborer, dans ces domaines, des politiques durables; b) d'aider les institutions/organisations nationales et régionales à transmettre des informations sur les conventions, dispositions et négociations commerciales multilatérales et régionales relatives à l'agriculture et à la pêche; c) d'aider les acteurs clés, y compris les organisations régionales, les gouvernements et la société civile, à comprendre les incidences que les politiques commerciales pourraient avoir sur l'avenir de l'agriculture et de la pêche dans les pays de la région. Le FIDA a financé, en particulier, la participation de représentants d'organisations de la société civile.
PI	Biocarburants: débouchés et incidences sur les moyens de subsistance des ruraux pauvres du Pacifique	Secrétariat de la Communauté du Pacifique	109 021	Le Programme a pour but d'appuyer la recherche et la concertation sur l'impact que les biocarburants peuvent avoir sur l'existence et la sécurité alimentaire des ruraux pauvres du Pacifique. Les objectifs sont: a) d'évaluer l'impact que pourrait avoir le développement des biocarburants sur l'existence et la sécurité alimentaire des ruraux pauvres du Pacifique; b) de mieux faire comprendre les atouts et les inconvénients de ce développement et de ses produits dérivés dans le Pacifique; c) de déterminer la manière dont les biocarburants peuvent contribuer à accroître la sécurité énergétique et à améliorer les perspectives de revenus des communautés pauvres des îles du Pacifique, en particulier des femmes; d) de promouvoir une concertation sur l'impact que les biocarburants peuvent avoir sur l'existence des ruraux pauvres du Pacifique; e) de recenser et de documenter les possibilités d'utiliser de manière durable la biomasse pour la production d'énergie, pour les transports ou pour des produits dérivés, et les techniques de conversion les plus appropriées aux communautés rurales, en particulier aux femmes; et f) de recenser et de documenter les activités de recherche qui pourraient être menées à titre pilote dans des îles isolées.

<i>Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
Amérique latine et Caraïbes (PL)	Acquisition et partage de savoir sur le changement climatique et l'atténuation de ses effets dans le bassin amazonien	Fundación PRAIA	181 400	Le but est de systématiser les savoirs autochtones relatifs au changement climatique pour pouvoir élaborer de nouveaux projets d'interventions de développement. Les objectifs sont: a) de systématiser les savoirs traditionnels qu'ont acquis les peuples autochtones du bassin amazonien au Brésil, en Bolivie et au Pérou en matière de changement climatique; b) d'étudier les moyens de systématiser ces savoirs avec les peuples autochtones de façon qu'ils puissent tirer des enseignements et échanger des éléments d'expérience; c) d'aider à faire connaître les peuples autochtones du bassin amazonien par les chercheurs, les médias et d'autres acteurs sous l'angle du changement climatique et de ce qu'on peut faire pour le combattre; d) de former de jeunes autochtones aux dernières technologies de l'information pour leur permettre de projeter leur espace physique et socioculturel; e) d'appuyer la création d'un réseau de spécialistes des peuples autochtones chargés de documenter le changement climatique; f) d'élargir l'accès des peuples autochtones à l'information sur le changement climatique; et g) de mettre au point de nouveaux modes d'intervention pour les futurs projets ayant trait à la région amazonienne, en particulier ceux qui impliquent les peuples autochtones. Le programme s'adresse aux populations autochtones du bassin amazonien. La priorité sera accordée aux communautés qui ont une expérience du changement climatique et des mesures d'atténuation.
PL	Modèle de gestion pour la compétitivité des petits producteurs de café et de cacao de Las Verapaces (Guatemala)	FUNCAFÉ	200 000	Le but est de développer les capacités des producteurs de café et de cacao de Las Verapaces, y compris les petits producteurs, d'accroître leur compétitivité et leurs moyens de transformation et de commercialisation, et de les aider à acquérir les moyens de nouer des liens commerciaux et d'aborder des marchés dynamiques. La priorité sera accordée aux producteurs qui vivent sous le seuil de pauvreté. Le don visera à développer et à promouvoir de nouvelles pratiques et expériences au Guatemala dans le contexte de la libéralisation du commerce international, aidant à développer les marchés pour les ruraux pauvres et les autochtones de la région. Les objectifs sont: a) d'améliorer les capacités opérationnelles des marchés nationaux et internationaux; b) d'aider les producteurs à obtenir des financements appropriés; c) de les aider, par une meilleure gestion, à accroître leur compétitivité; d) de lancer le projet Cocoa Tour; et e) de contribuer à améliorer les conditions de vie des communautés pauvres et très pauvres de Las Verapaces.

<i>Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
Proche-Orient et Afrique du Nord (PN)	Amélioration de la sécurité alimentaire des petits exploitants dans les pays arabes	Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA)	182 000	Le don aidera à organiser au Qatar, en mai 2009, un atelier régional sur la sécurité alimentaire dans les pays arabes. Les objectifs sont: a) de partager et d'examiner les données, connaissances et informations dont on dispose actuellement sur la sécurité alimentaire dans les pays arabes; b) de débattre de l'opportunité et de la faisabilité de différentes stratégies, politiques et options d'investissement compte tenu, en particulier, de la volatilité accrue des prix alimentaires mondiaux; et c) de recommander des politiques et des investissements propres à améliorer la sécurité alimentaire dans la région. L'atelier réunira quelque 200 participants de différents pays et organisations, y compris: a) des fonctionnaires et administrateurs arabes; b) des experts, chercheurs et universitaires arabes; c) des experts et chercheurs internationaux et régionaux; d) des représentants d'institutions financières internationales et d'entités des Nations Unies; e) des représentants d'organisations et d'institutions financières arabes; f) des représentants de fonds et d'entreprises privés du Conseil de coopération du Golfe et de pays en développement; et g) des représentants d'ONG et d'organisations de la société civile. Il sera coparrainé, notamment, par la FAO, la Banque mondiale, l'ICARDA, la Qatar Foundation et d'autres institutions financières internationales régionales. Ses résultats seront communiqués dans une publication spéciale qui sera largement diffusée.
PN	Étude de l'impact de la hausse des prix des produits alimentaires sur les communautés paysannes du Proche-Orient et d'Afrique du Nord	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	175 000	Le but est d'évaluer la réaction des paysans du Proche-Orient et d'Afrique du Nord à la hausse des prix des produits alimentaires et l'impact de cette dernière sur la pauvreté rurale. Les objectifs sont: a) d'étudier, par une évaluation rapide et des groupes de réflexion, la réaction et le comportement qu'ont, dans chaque pays, les paysans face au nouveau contexte économique; et b) d'aider les pays à comprendre ce à quoi ils doivent s'attendre dans le secteur agricole et la meilleure façon d'aider ce secteur à améliorer son offre. Seront étudiées les communautés paysannes des pays suivants: Égypte, République arabe syrienne, Jordanie, Yémen et Maroc. Les résultats pourront intéresser les responsables politiques nationaux et les donateurs internationaux. Ils seront communiqués aux gouvernements des pays arabes lors d'un atelier qui se tiendra au Qatar en mai 2009 sur le thème de la sécurité alimentaire dans les pays arabes (voir le don décrit ci-dessus de la Division Proche-Orient et Afrique du Nord).
PN	Autonomisation du village de Marah par la relance du potentiel économique du rosier de Damas (Syrie)	Istituto per la Cooperazione Universitaria (ICU)	170 000	Le principal objectif est d'aider le village de Marah, en République arabe syrienne, à améliorer et à pérenniser ses moyens de subsistance socioéconomique en développant et en redynamisant le potentiel de l'un de ses principaux atouts, le rosier de Damas. Le savoir-faire issu du projet servira à améliorer la production non irriguée et irriguée dans d'autres endroits, en particulier sur le site de certains projets financés par le FIDA, où le rosier de Damas est cultivé ou est susceptible de l'être.

<i>Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
PN	Renforcement des capacités institutionnelles et d'analyse du Conseil général du développement agricole (CGDA) au Maroc	Conseil général du développement agricole	150 000	Le but est de promouvoir, au profit des pauvres, l'élaboration et l'étude de politiques dans le cadre du nouveau Programme d'options stratégiques pour le Maroc. Les objectifs sont: a) d'influencer les programmes nationaux de recherche pour produire des techniques et des données adaptées aux besoins de l'agriculture paysanne; et b) d'améliorer les capacités du bénéficiaire du don en matière de consultation et d'analyse et de l'aider à s'acquitter efficacement de son mandat en l'aidant à mettre sur pied une plate-forme qui permette d'associer les décideurs nationaux et régionaux à une concertation favorable aux ruraux pauvres. Le don vise à aider les petits exploitants et les pasteurs, les paysans sans terre, les salariés et les femmes rurales, ainsi que les décideurs, les associations paysannes et les structures publiques décentralisées du Maroc. Il est complété par un don de la Division des politiques décrit plus haut.
PN	Atelier sur le renforcement des capacités pour une communication efficace	Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	50 000	En marge du cinquième Congrès sur les perspectives de la recherche scientifique, qui a réuni à Fès, au Maroc, à la fin d'octobre 2008, plus de 2000 représentants de la science et de la technologie arabes, le FIDA et le CRDI ont tenu un Atelier de formation sur le renforcement des capacités pour une communication efficace. Cet atelier a permis de renforcer les moyens de communication dans la région et les relations nouées en réseau avec les scientifiques et les médias arabes chargés de communiquer le savoir et l'innovation, aidant les responsables de l'information à communiquer de manière stratégique les résultats de la recherche à des publics clés, y compris les médias, afin de faire mieux connaître et davantage utiliser ces résultats. Il a également aidé à mettre en place, pour le FIDA, des voies de communication des savoirs dans les pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord. Il vise à accroître l'aptitude des projets du FIDA: a) à apprendre les bases de la communication stratégique; b) à partager les résultats de la recherche avec des publics/acteurs clés; c) à comprendre la dynamique des médias; d) à mettre au point une approche stratégique des médias; et e) à nouer et à entretenir des liens avec les journalistes.

<i>Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
Division consultative technique (PT)	Programmes intégrés d'amélioration, au profit des pauvres, de l'élaboration de politiques et de la prise de décisions en matière de lutte contre les épizooties en Afrique subsaharienne	FAO – Secrétariat du Programme de lutte contre la trypanosomiase africaine (PLTA)	200 000	Le but est de faciliter l'élaboration de politiques, la prise de décisions, l'évaluation des risques de maladie et le ciblage spatial des actions menées contre les épizooties africaines dans le cadre d'un développement agricole et rural durable bénéficiant aux ruraux pauvres. Le projet intégrera, renforcera et développera les services et produits proposés par le Programme de lutte contre la trypanosomiase africaine et par son système d'information aux fins de la recherche et de la vulgarisation agricoles, accroissant ainsi les capacités des pays et des régions et facilitant l'harmonisation des politiques, stratégies et programmes d'intervention. Les objectifs sont: a) de faciliter et d'harmoniser, dans les pays d'Afrique subsaharienne, la prise de décisions stratégiques et techniques concernant les maladies vectorielles et autres en plaçant l'accent sur le développement rural et sur la viabilité environnementale et économique; b) de mettre au point des méthodes innovantes d'alerte rapide, de cartographie des risques et de ciblage spatial (points chauds) des interventions; c) de rationaliser la gestion, l'analyse et le partage des informations par les techniciens et les administrateurs aux niveaux national et multinational en tirant profit d'applications web gratuites et ouvertes; et d) de renforcer et d'harmoniser les capacités nationales et régionales des pays d'Afrique et des institutions techniques et scientifiques spécialisées par des activités de formation, par la normalisation des méthodes et par la création de réseaux. Les produits de ce don, qui visera les pays d'Afrique subsaharienne (principalement le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Kenya, le Ghana, le Mali et l'Ouganda), bénéficieront aux systèmes nationaux de recherche et de vulgarisation agricoles (NARES) et aux institutions qui luttent de façon intégrée contre les épizooties.

<i>Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
PT	Prise en charge, par les femmes, de la gestion des ressources agricoles et naturelles à l'appui des réformes engagées dans le monde pour atténuer la pauvreté	Women Organizing for Change in Agriculture and Natural Resource Management (WOCAN)	200 000	Le but est d'inciter les cadres – hommes et femmes –, les groupes et les organisations qui représentent les femmes rurales pauvres à gérer l'agriculture et les ressources naturelles de façon à pleinement reconnaître et soutenir l'action que les femmes mènent en tant qu'exploitantes, spécialistes de l'environnement, administratrices et décideuses afin de leur accorder une part équitable des responsabilités, des droits, des prestations et du pouvoir pour améliorer leur vie, réduire la pauvreté et pratiquer un développement durable. Les objectifs sont: a) de promouvoir et de renforcer, au sein des organismes de gestion de l'agriculture et des ressources naturelles et des associations de femmes rurales, les capacités des femmes cadres en les formant aux activités de direction et en formant des formateurs aux niveaux national et régional; b) de renforcer l'aptitude des femmes rurales pauvres à tirer des revenus de l'agriculture et de la foresterie en les faisant participer davantage et de façon plus efficace aux marchés et en créant, au sein des organismes de gestion de l'agriculture et des ressources naturelles, des environnements plus propices; c) de promouvoir, aux niveaux national, régional et mondial, un pouvoir accru des femmes rurales pauvres en matière de prestations et de décision; et d) de faciliter l'apprentissage et la communication sur le changement organisationnel et sur le rôle dirigeant que les femmes jouent dans la gestion de l'agriculture et des ressources naturelles. L'expérience que le FIDA acquerra dans les pays servira à sélectionner des organismes de formation et de partenariat de façon à maximiser l'impact et l'effet déclencheur du don.
PT	Appui à la FAO pour l'organisation d'un Forum mondial pour l'agro-industrie, New Delhi (Inde), 8-11 avril 2008	FAO	200 000	Le Forum avait pour but de faciliter la mise au point d'une vision commune et de partenariats destinés à accroître le rôle de l'agro-industrie dans le développement économique et la réduction de la pauvreté. Les objectifs étaient: a) de recenser et de valoriser les politiques, modalités et structures de coordination innovantes qui ont permis de faire rapidement progresser des régions et des pays; et b) d'identifier les rôles nouveaux que le secteur public, les agences multilatérales, les donateurs et le secteur privé jouent dans le développement agro-industriel.
PT	Exploitation du marché africain des envois de fonds aux fins du développement rural	Inter-American Dialogue (IAD)	200 000	Le but est de permettre aux ruraux pauvres de pays en développement d'Afrique d'accroître leur revenu en développant leur accès aux services financiers. Il est prévu: de renforcer la réglementation du secteur financier; de renforcer le secteur privé dans les zones rurales; et de faciliter l'accès des ruraux aux services financiers. Cela s'effectuera en faisant connaître, sur le terrain: a) le marché des envois de fonds; b) les critères de virement de fonds vers l'Afrique; c) les obstacles qui empêchent les institutions financières non bancaires d'effectuer des virements; et d) les mesures que les divers acteurs peuvent prendre pour faciliter l'accès des ruraux aux services financiers. Les bénéficiaires ultimes seront les ménages pauvres, eruraux, d'Afrique qui reçoivent les fonds, ainsi que les acteurs publics et privés qui participent à leur envoi.

<i>Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
PT	Expérimentation d'un système de recyclage des nutriments (systèmes d'assainissement productifs) au Niger afin de mesurer son potentiel d'amélioration de la productivité agricole	Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement à faible coût (CREPA)	200 000	Le but est d'accroître la productivité agricole pour améliorer la sécurité alimentaire et la santé des paysans par des systèmes d'assainissement productifs (SAP). Il est d'appuyer, par des partenariats, l'action que le FIDA mène au sud du Sahara pour y résoudre les problèmes d'alimentation, de fertilisation et d'assainissement. Les objectifs sont: a) de faire accepter les SAP et de veiller à ce qu'ils améliorent la production alimentaire, la nutrition, les revenus et la santé des communautés pilotes; et b) de veiller à ce que tous les acteurs de l'assainissement et de l'agriculture les intègrent dans leur action et dans leurs politiques.
PT	Programme de promotion d'une subsistance durable par le développement de l'agriculture biologique pour les tribus et castes répertoriées et autres communautés sous-développées de l'Orissa (Inde)	SAMBANDH	199 000	L'objectif global est d'accroître les revenus de l'agriculture biologique et de développer des systèmes agricoles écologiquement rationnels et des produits biologiques au profit des ruraux pauvres. Cela se fera: a) en promouvant l'agriculture biologique par des stratégies de réduction de la pauvreté rurale et d'amélioration de la sécurité alimentaire participatives et fondées sur les besoins; b) en démontrant les pratiques d'agriculture biologique de façon à transformer les communautés rurales les plus isolées en entités professionnelles autonomes; c) en créant un centre d'appui à l'agriculture biologique; d) en facilitant le transfert de technologies vers les paysans tout en intégrant des critères sociaux (conditions d'emploi équitables, par exemple) aux recommandations et aux supports de formation destinés aux associations paysannes; e) en produisant des supports de formation aux systèmes de culture biologique et de contrôle interne à des fins de certification collective, afin d'autonomiser les paysans et de leur donner accès aux marchés biologiques certifiés; et f) en appliquant des stratégies commerciales, en développant les capacités et les savoirs relatifs à l'agriculture biologique et en mettant en place des systèmes participatifs de garantie pour la commercialisation locale de produits viables et biologiques afin d'encourager la mise au point d'outils commerciaux fondés sur les relations directes consommateurs-producteurs. Le programme s'adresse aux ménages tribaux, aux dalits et aux ménages socioéconomiquement défavorisés des communes de Tangi, Choudwar et Athagarh, dans le district de Cuttack (Orissa, Inde).
PT / EO	Amélioration de l'aptitude des organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest à préserver la biodiversité agricole locale	Bibliothèque d'échanges de documentation et d'expériences (BEDE)	200 000	Le but est de préserver la biodiversité locale en aidant les organisations paysannes du Mali et du Sénégal à participer à la gestion (réglementation) des semences en utilisant des méthodes innovantes centrées sur les agriculteurs. Cela se fera: a) en aidant les organisations paysannes à s'informer et à participer à la prise de décisions relatives aux aspects juridiques des systèmes d'ensemencement et des biotechnologies modernes aux niveaux national, régional et international; et b) en promouvant les innovations paysannes qui préservent et renforcent le contrôle local sur la biodiversité agricole.
Total			6 114 921	

